



VALORISATION DE STRUCTURE COMMUNAUTAIRE LOCALE, POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LE DISTRICT DE MANANARA

**BELA Christian, RANDRIALAHAMADY Solo Nirina, MAMIARISOA Jean Édith Françoise,
RAHERIVELO Floris, BEZAFY Paulin, RADIMILAHY Manana Asidy, BOTOZANDRY Aimé
Jekonia Riedel**

(3,4,6): Doctorants au sein de l'Université de Toamasina-Madagascar

(1,2,5,7): Docteurs et Maître de conférences

Résumé : L'inclusion de la population locale et des structures communautaire est une approche jugée efficace à la réalisation des objectifs de développement de toutes sortes. La conscientisation des acteurs principaux à la destruction de l'environnement au monde rurale est plus rentable si on valorise la structure de base. A Madagascar, les structures communautaires sont des structures de premier contact dans le monde rural. Le présent article a comme objectif d'exposer la place de structure communautaire locale face à la mise en place du développement durable inclusif. L'hypothèse sert à vérifier que si la valorisation des structures communautaires est un élément efficace, pertinence et efficient à l'atteinte de l'objectif de la protection de l'environnement. Afin de réaliser ce travail, nous avons enquêté 200 membres des structures communautaires dans la zone d'étude. Ainsi, les données quantitatives recueillis ont été traités sous Windows Word et analyser avec le logiciel SPSS. Les résultats que: (i) les structures communautaires sont de structures de base de premier contact avec la population locale. Elles ont comme mission de gardien de ressources naturelles et unité de gestion durable de l'environnement; (ii) cette structure n'a jamais été valorisée dans le processus de protection de l'environnement, en termes de ressources (humaine, matérielle et financière). Environ 70% des enquêtés confirmait que la mise en valeur de cette structure est un levier à la réussite de l'objectif de protection de l'environnement. La quasi-totalité d'entre eux (90%) confirmait que les structures communautaires ne peuvent pas jouer leur rôle fondamental dans la lutte contre la déforestation, depuis des années. La politique de valorisation de cette structure est mal appliqué et même nier par la constitution de la politique environnementale à Madagascar. Enfin, la valorisation doit être accompagnée par des programmes de formations et/ou atelier de renforcement de capacité des acteurs, d'une manière régulière et objective. Le paramètre «inclusion de

la population locale» dans la politique environnementale est une condition incontournable à l'harmonisation du développement durable.

Mots clés: Environnement, Mananara-Nord, valorisation, structure communautaire locale

Abstract: The inclusion of the local population and community structures is an approach that is considered effective in achieving development objectives of all kinds. Raising the awareness of the main actors to the destruction of the environment in the rural world is more profitable if one values the basic structure. In Madagascar, the community structures are structures of first contact in the rural world. The present article aims to expose the place of local community structure in the face of the implementation of inclusive sustainable development. The hypothesis serves to verify that if the valorization of community structures is an effective and efficient element to the achievement of the objective of environmental protection. In order to carry out this work, we have surveyed 200 members of community structures in the study area. Thus, the quantitative data collected were processed in Windows Word and analyzed with SPSS software. The results show that: (i) community structures are the basic structures of first contact with the local population. They have the mission of guardian of natural resources and sustainable management of the environment; (ii) this structure has never been valued in the environmental protection process, in terms of resources (human, material and financial). About 70% of the respondents confirmed that the development of this structure is a lever for the success of the environmental protection objective. Almost all of them (90%) confirmed that the community structures have not been able to play their fundamental role in the fight against deforestation for years. Thus, the problem of valorization of this structure is poorly applied and even denied by the constitution of the environmental policy in Madagascar. This valorization must be accompanied by training programs and/or capacity building workshops for the actors, in a regular and objective manner. The parameter "inclusion of the local population" in the environmental policy is an essential condition for the harmonization of sustainable development.

Key words : Environment, Mananara-Nord, local community structure, valorization.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.8087191>

1. Introduction

La valorisation des structures communautaires dans le processus de protection de l'environnement est une méthode de travail pertinente pour le développement durable. Bien qu'ils aient ratifié les conventions environnementales, les pays d'Afrique subsaharienne comme Madagascar rencontrent encore des difficultés pour harmoniser les stratégies visant à atteindre l'objectif du développement durable. Cette inefficacité est parfois associée à l'absence d'une politique d'inclusion de toutes les catégories de groupes dans les zones les plus proches des ressources forestières. Cependant, peu d'études ont analysé le rôle joué par les structures des communautés locales sur la performance de la politique environnementale. L'objectif de ce manuscrit est d'expliquer le rôle des structures communautaires locales dans la mise en œuvre d'un développement durable inclusif. Pour ce faire, nous avons reformulé l'hypothèse suivante: la valorisation des structures communautaires est un élément efficace, pertinent et efficient pour atteindre l'objectif de protection de l'environnement.

2. Matériel et Méthode

2.1. Zone d'étude

Le district de Mananara-Nord est situé sur la Côte Nord-Est de Madagascar et situé à 290 kilomètres au Nord du District de Toamasina I. Parmi les six districts de la Région d'Analanjirifo, le district de Mananara-Nord couvre environ 4 320 km² et administrativement, formé par 206 Fokontany groupés en 14 communes. Il est délimité : au nord par le district de Maroantsetra, à l'ouest par le district de Mandritsara (Région SOFIA), au Sud par le District de Soanierana-Ivongo, Région Analanjirifo et à l'Est par l'Océan Indien. La population du District de Mananara-Nord est formée, majoritairement, par des Betsimisaraka, des Antatsimo (Betsimisaraka venant de la région Atsinanana), des migrants venant des Districts voisins, des Hôva, des Indiens et des Chinois.

Tableau 1. Effectif de la population

Communes	Superficie (ha)	Habitants
Ambatoharanana	43 823	14 118
Ambodiampana	17 213	13 189
Ambodivoanio	18 411	15 896
Andasibe	14 207	14 641
Antanambaobe	13 946	18 634
Antanambe	57 430	15 169
Antanananivo	8 508	8 874
Imorona	6 934	8 013
Manambolosy	47 626	15 660
Mananara centre	16 316	25 725
Sandrakatsy	22 415	18 634
Saromaona	56 398	14 432
Tanibe	63 167	12 348
Vanono	66 586	14 641
Total	452 980	196 362

Source: Délégué de la population, Mananara-Nord, 2018

En 2017, Mananara-Nord comptait 196 362 habitants. Parmi les 14 communes, la densité varie de 19,5 à 157,7 habitants par hectare. Cette population est majoritairement jeune (environ de 40% ont moins de 15 ans). Le District de Mananara-Nord est ornements par la culture de giroflier et de vanillier. L'économie du District est fortement dominée par ces cultures de rente. Il produit la plus grande quantité de vanille de tous les Districts de la région Analanjirifo, depuis une décennie. Les sols occupés par la culture de la vanille ne cessent d'augmenter en termes de superficie, vue son prix augmente d'une année à l'autre.

2.2. Méthodologie adoptée

Outre que la recherche bibliographique et visites auprès des services concernés, nous avons mené une enquête auprès de deux cents membres des structures communautaires qui est encore opérationnelle actuellement. Notons bien qu'au paravent, cette structure était instaurée dans toutes les communes rurales. Actuellement, seules cinq communes ont encore des structures communautaires fonctionnelles dans l'ensemble du District de Mananara-Nord. Afin de respecter la représentativité de l'échantillonnage, nous avons divisé la taille par le nombre de commune ciblé et nous avons l'effectif de 40 membres par chaque commune. Plus précisément, nous avons pris au hasard 40 membres des structures communautaires à chaque commune suivante: Ambatoharanana, Andasibe, Manambolosy, Saromaona et Vanono. Sur cette base, nous nous sommes adressés à la première personne disponible au moment de l'enquête, quel que soit son sexe, et ce jusqu'à la 40ème personne dans chaque commune. En général, le critère d'inclusion reposait sur la condition d'être membre de VOI depuis au moins de quatre ans. Ainsi, les données recueillies ont été traitées sous Windows Word et Excel (version 2010) et les résultats bruts de l'enquête ont été analysés avec le logiciel SPSS, version 20.

3. Résultats

3.1. Information général sur les enquêtés

Tableau 2. Proportion des structures communautaires enquêtés selon les zones d'origine

Zone	Ambatoharanana	Andasibe	Manambolosy	Saromaona	Vanono	Total
Effectif	40	40	40	40	40	200
Pourcentage	20%	20%	20%	20%	20%	100%

Ce tableau montre la distribution des membres enquêtés dans les communes sur laquelle la structure de VOI est encore opérationnelle. Dans les cinq communes cibles, nous avons pris 40 membres au hasard et cela représente 20% de la taille de l'échantillon.

Tableau 3. Proportion des enquêtés selon leur âge

Age	Moins de 25 ans	25 à 35 ans	35 à 45 ans	Plus de 45 ans	Total
Effectif	34	56	84	26	200
Pourcentage	17%	28%	42%	13%	100%

Les membres enquêtés sont majoritairement entre 25 à 45 ans. Par contre, environ 17% au moins de 25 ans et 13% au plus de 45 ans.

Tableau 4. Catégories socio-professionnel des membres de la structure

Catégorie	Agriculteur	Fonctionnaire publique	Artisan	Pêcheur	Autre	Total
Effectif	134	12	26	22	6	200
Pourcentage	67%	6%	13%	11%	3%	100%

Notre enquête a ciblé les différentes catégories socioprofessionnelles existantes en générale dans la zone d'étude. Les résultats ont évoqué la situation suivante : environs 67% est groupé dans l'agriculture, 13%

dans l'artisanat, 11% dans le secteur pêche, 6% dans la fonction publique et 3% dans d'autres secteurs d'activité. Les structures communautaires ont leur propre organisation visant d'atteindre des objectifs fixés et en adoptant des stratégies spécifiques afin d'améliorer sa performance.

3.2. Portées environnemental des structures communautaires

Tableau 5. Principales missions de VOI

Mission	Conscientisation de la population	Application des convention/lois relatif aux zones protégées	Gardiennage de forets	Total
Effectif	98	38	64	200
Pourcentage	49%	19%	32%	100%

Les structures communautaires ont ses propres missions et l'avis des répondants concernant leurs principales missions se varie d'un membre à l'autre. Nos résultats montrent qu'environ 49% des enquêtés a répondu que leur mission est focalisé à la conscientisation de la population sur l'importance de la protection de l'environnement, environ 32% a précisé que cette mission est plutôt le gardiennage de forêts et les autres (19%) ont répondu que cela est orienté vers l'application des convention/lois relatif aux zones protégées.

Tableau 6. Cas d'arrestation de crime relatif à l'environnement

Année	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Effectif	244	300	205	110	53	912

Part de ses missions, les membres de structures communautaires ont pu arrêter des crimes relatif à l'environnement, plus précisément l'entrer illégal aux zones protégées. Le cas d'arrestation des crimes de ce genre varie d'une année à l'autre et dépend de la fréquence d'intervention de structures communautaires. De 2015 à 2019, le nombre total de personnes arrêtés s'élève jusqu'à 912 cas. En 2015, nous avons enregistré en moyenne de 244 cas d'arrestations, contre 53 cas en 2019.

Tableau 7. Fréquence annuelle des activités de conscientisation (information-éducation-communication en environnement)

Année	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Fréquence	51	69	32	25	10	187

Le programme «action de conscientisation» fait partie d'activité centrale de membre de VOI. Leur fréquence varie d'une année à l'autre et depuis 2015 jusqu'à 2019, on comptait environ 187 action de conscientisation dans le district de Mananara-Nord. En 2015, on a réalisé environ 51 reprises contre 10 seulement en 2019.

3.3. Avis sur la situation actuelle de VOI

Tableau 8. Problème rencontrés par les acteurs de structures communautaires

Problème	Manque de financement	Problème organisationnel	Pauvreté extrême de la population	Autres	Total
Effectif	92	16	86	6	200
Pourcentage	46%	8%	43%	3%	100%

Ce résultat montre que l'ensemble des enquêtés pense que le manque de financement, ainsi que la pauvreté extrême de la population constituent comme les principaux problèmes rencontrés par les structures communautaires actuellement. Par contre, environ 8% pense que c'est due au problème organisationnel.

Tableau 9. Avis sur les causes de la dégradation de l'environnement

Réponse	Précarité des structures communautaires	Inexistence de programme d'éducation environnemental	Inefficacité de la politique environnementale	Déforestation massive	Total
Effectif	82	24	20	74	200
Pourcentage	41%	12%	10%	37%	100%

Concernant les causes de la dégradation de l'environnement, environ 41% des enquêtés ont pensé que c'est la précarité des structures communautaires. Par contre, environ 37% pensait que c'est due à la déforestation massive, environ 12% a accusé l'inexistence de programme d'éducation environnemental et 10% a précisé l'inefficacité de la politique environnementale.

4. Discussion

4.1. Structures communautaires, une structure pertinente à la protection de l'environnement

Structure de base de premier contact à la population locale, les structures communautaires ont comme statut communautaire et à but non lucratif. En général, cette structure est formée majoritairement par les agriculteurs, environ 67% et l'âge moyen varie entre 25 et 45ans. Cette formation signifie que les membres de structures communautaires sont des résidents ruraux et en âge mûr qui sont capables d'avancer des arguments relatifs à la protection de l'environnement d'une part et d'aller jusqu'à plusieurs kilomètres dans des forêts protégées d'autre part. C'est une structure bien organisée et inspirée du pragmatisme, ainsi que la valorisation de la population autochtone. Part de son statut, les structures communautaires constituent comme un dispositif plus pertinent et efficace à la gestion communautaire et durable des forêts. Une structure constituée par des catégories de personnes qui connaissent mieux le contexte rural, les structures communautaires peuvent agir d'une manière plus légitime, directe et pratique

dans la protection de l'environnement sous des différentes formes. Ainsi, les missions principales de la structure sont focalisées par la conscientisation de la population d'une part et le gardiennage de forêts d'autre part, respectivement 49% et 32%. Cela veut dire qu'ils sont en relation très étroites avec les premiers acteurs et habitués à la gestion communautaire.

4.2. Situation actuel de structures communautaires

Auparavant, les structures communautaires étaient repartis dans toutes les communes rurales du district de Mananara-Nord. Durant notre enquête, seul cinq communes sont actuellement ont de structures communautaires fonctionnel. En effet, leur contexte actuel se traduit par la fragilité de la structure due principalement par le non opérationnalité et le mauvais état de l'ensemble des ressources matériaux. Ce constat est parfois traduit par l'abandon des activités prévues dans les plans de travaux annuels (PTA) de la structure, expliqué par la dégradation des indicateurs de sa performance. Cette dernière est généralement marquée par la baisse de cas des crimes arrêtés au fil des années. Ainsi, actuellement, les structures communautaires se heurtent avec un problème de financement. La baisse de l'investissement, voir même sa précarité marque aussi la dévalorisation de la structure et limite ses ambitions à la protection de l'environnement. Alors que leur principale source de financement est l'organisation internationale. Cette forte dépendance financière rende les structures communautaires plus vulnérables et démotive les actions à entreprendre. Certes, la vulnérabilité de la structure affecte la performance et l'efficacité de la lutte contre la déforestation, ainsi que la protection de l'environnement en général.

4.3. Revalorisation des structures communautaires

Vue les principale missions, ainsi que sa pertinence par rapport au contexte rural, les structures communautaires constituent comme un instrument résultant un effet multiplicateur à la réussite de toutes politiques environnementales. Cette valorisation devrait être commencée par une augmentation de l'investissement, et surtout l'orientation de la politique une indépendance de financement. Un filet de sécurité doit être mise en place par le gouvernement pour maintenir le pouvoir d'achat de la population rurale face à des différentes crises. Outre que le financement, le côté matériel est aussi capital à la réalisation des activités de la structure concernée. Cela doit être adéquat et praticable selon les lieux d'intervention. L'échec actuel des structures communautaires devrait être transformé en stratégie plus efficace pour l'Etat, les Organisation Non Gouvernementale et partenaires internationaux. La redynamisation des structures communautaires s'aligne sur la politique d'inclusion de la population riveraine dans le processus de développement.

Conclusion

Inclure la population riveraine dans le processus de développement est une approche plus pragmatique d'atteindre les objectifs de toutes politiques. A Madagascar, cette méthode est bel et bien suggérée dans la politique environnemental. En effet, les structures communautaires constituent comme de structures de premier contact, formé par les adultes et généralement des autochtones, la conscientisation de la

population sur l'importance de l'environnement fait partie de leurs missions. Malgré sa pertinence, ces structures sont actuellement en difficultés. Certains entre eux n'existent plus à nos jours, faute de financement et la précarité des moyens matériels. Un instrument efficace, pertinent et efficient, les des structures communautaires doivent être redynamisé et financer indépendamment pour améliorer les indicateur de performance de l'atteinte de l'objectif du développement durable à Madagascar.

Références bibliographies

[1]Aubert S., Rahajason F., Ganomanana T., 2011. La modélisation d'accompagnement pour le suivi de l'impact des transferts de gestion à Madagascar. Revue VERTIGO vol 11, 27 p.<https://portal.issn.org/resource/ISSN/2709-8192>

[2]Gräbener J., Rakotoarisoa J., 2012, La gouvernance forestière à Madagascar, Rapport pour l'Agence Allemande de coopération internationale GIZ, 78 p.

[3]Long C., 2010, Forêt et gestion communautaire : processus permettant la reconnaissance des droits et de la gestion communautaire et pertinence pour la république démocratique du Congo. Revue Forest monitor, 32 p.

[4]RADIMILAHY Manana Asidy et al (2020), «Performance de la politique de lutte contre la déforestation à Madagascar (cas de la région Analanjirofo), Revue des Sciences, de Technologies et de l'Environnement, volume III, ISSN : 2709-8192